



Réunion des États parties

Distr. générale
30 mars 2015
Français
Original : anglais et français

Vingt-cinquième Réunion
New York, 8-12 juin 2015

Rapport du Commissaire aux comptes pour l'exercice 2013-2014 et états financiers du Tribunal international du droit de la mer au 31 décembre 2014

(Présenté par le Tribunal)

1. Ernst & Young GmbH Wirtschaftsprüfungsgesellschaft (ci-après le « Commissaire aux comptes ») a, en février 2015, vérifié les états financiers du Tribunal international du droit de la mer pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014 et présenté son rapport le 3 mars 2015 (voir annexe). Le Commissaire aux comptes a également procédé à une vérification de certains aspects du déroulement des opérations du Tribunal, ainsi qu'il est indiqué dans la lettre de mission datée du 16 août 2012 signée par le Greffier.
2. Il ressort de ce rapport que le Commissaire aux comptes a été d'avis que les états financiers du Tribunal pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014 avaient été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière du Tribunal.
3. L'article 12.8 du Règlement financier dispose que « le Tribunal examine les états financiers et les rapports du Commissaire aux comptes et les transmet à la Réunion des États parties, en y joignant les observations qu'il juge appropriées ».



Annexe

**Rapport du Commissaire aux comptes pour l'exercice
2013-2014, et états financiers du Tribunal international
du droit de la mer au 31 décembre 2014**

Table des matières

| | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| I. Mission..... | 4 |
| II. Objet, nature et étendue de la vérification..... | 4 |
| A. Objet de la vérification..... | 4 |
| B. Nature et étendue de la vérification..... | 5 |
| III. Constatations concernant l'établissement des états financiers..... | 6 |
| A. États financiers de l'année précédente..... | 6 |
| B. Base d'évaluation..... | 6 |
| IV. Constatations faites à l'issue de la vérification élargie des comptes portant sur l'exercice biennal allant du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014..... | 6 |
| V. Rapport du commissaire aux comptes indépendant..... | 7 |
| Appendices | |
| I. États financiers du Tribunal international du droit de la mer..... | 9 |
| État des recettes, des dépenses et des variations des réserves et du solde des fonds pour l'exercice biennal allant du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014..... | 9 |
| État de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds au 31 décembre 2014..... | 10 |
| État des flux de trésorerie pour l'exercice biennal 2013-2014..... | 11 |
| Notes relatives aux états financiers de l'exercice biennal allant du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014..... | 12 |
| II. Rapport financier pour l'exercice biennal allant du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014... | 19 |
| III. Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal allant du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014..... | 23 |
| IV. État des contributions versées au Tribunal international du droit de la mer au cours de la période 1996-2014..... | 26 |
| V. Rapports sur la gestion des dotations accordées au Tribunal international du droit de la mer .. | 33 |
| A. Fonds de la Nippon Foundation (Nippon Foundation Grant) au cours de l'exercice biennal allant du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014..... | 33 |
| B. Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer pour l'exercice biennal allant du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014..... | 34 |
| C. Fonds d'affectation spéciale de l'Institut chinois des études internationales pour l'exercice biennal allant du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014..... | 35 |

| | | |
|------|--|----|
| VI. | Procédures de vérification des comptes et résultats de la vérification élargie portant sur l'exercice biennal allant du 1 ^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014 | 36 |
| VII. | Conditions générales de mission des Wirtschaftsprüfer | 40 |

Note : L'arrondissement des chiffres est à l'origine de légères divergences entre les chiffres figurant dans les tableaux et dans les renvois et les chiffres effectifs (unités monétaires, pourcentages, etc.).

I. Mission

À la vingt-deuxième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, tenue du 4 au 11 juin 2012, nous avons été nommés commissaires aux comptes du Tribunal international du droit de la mer, à Hambourg. Le Greffier du Tribunal nous a alors chargés de vérifier les états financiers du Tribunal pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014, conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière du Tribunal. Notre vérification n'a pas couvert les appendices 2, 3 et 4, mais nous avons lu les informations qui y figuraient, afin d'identifier toute incohérence significative éventuelle avec les états financiers vérifiés.

S'agissant de notre mission et de nos responsabilités et des restrictions applicables à la diffusion et à l'utilisation de notre rapport, veuillez vous reporter aux explications figurant dans le rapport du vérificateur ainsi qu'aux Conditions générales de mission des Wirtschaftsprüfer et Wirtschaftsprüfungsgesellschaften (experts-comptables et cabinets d'experts-comptables allemands), telles que modifiées le 1^{er} janvier 2002 (voir appendice VII).

Nous avons élaboré les éléments du rapport ayant trait à la vérification élargie conformément aux normes allemandes de vérification des états financiers généralement acceptées qui ont été établies par l'Institut der Wirtschaftsprüfer in Deutschland (Institut allemand des experts-comptables) de Düsseldorf (norme d'audit PS 450 de l'Institut der Wirtschaftsprüfer).

Le présent rapport est destiné uniquement au Tribunal.

II. Objet, nature et étendue de la vérification

A. Objet de la vérification

Durant notre mission, nous avons vérifié si les états financiers, comprenant l'état des recettes, des dépenses et des variations -des réserves et du solde des fonds, l'état de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds, l'état des flux de trésorerie, et les notes relatives aux états financiers, étaient conformes au Règlement financier et aux Règles de gestion financière du Tribunal.

Les critères d'évaluation pour notre vérification des états financiers étaient le Règlement financier et les Règles de gestion financière du Tribunal (ci-après « les principes comptables applicables »).

Avant d'accepter la mission, nous avons dû évaluer en nous appuyant sur nos connaissances et notre compréhension à ce moment-là si les principes comptables à appliquer (méthode comptable) étaient raisonnables au vu des circonstances. Pour cela, nous avons dû apprécier :

- a) L'objet des états financiers;
- b) Les utilisateurs des états financiers;
- c) Quelles étaient les mesures que les représentants légaux avaient prises pour déterminer si les principes comptables devant être utilisés étaient raisonnables au regard des circonstances.

Notre conclusion préliminaire selon laquelle la méthode comptable utilisée pour établir et vérifier les états financiers était raisonnable au regard des circonstances (IDW AuS 480, sect. 15) a été confirmée par notre vérification des comptes.

Le Greffier est responsable des livres et des états financiers, du système de contrôles comptables internes du Tribunal, de l'établissement des états financiers conformément à la méthode comptable, comprenant une présentation compréhensible et précise et/ou une description appropriée de la méthode comptable, ainsi que des explications et des documents qui nous ont été fournis. Il nous appartient d'évaluer ces documents et ces informations durant la vérification que nous effectuons conformément aux normes professionnelles.

B. Nature et étendue de la vérification

Nous avons mené notre vérification conformément aux normes allemandes de vérification généralement acceptées pour la vérification des états financiers qui ont été établies par l'Institut der Wirtschaftsprüfer.

Ces normes requièrent que nos travaux soient planifiés et exécutés de façon à être raisonnablement assurés que les états financiers ne contiennent pas des inexactitudes ou des irrégularités.

L'objet de notre vérification des états financiers est donc d'identifier ces inexactitudes et irrégularités par rapport à la méthode comptable, qui pourraient avoir des conséquences significatives pour la présentation des états financiers.

Le fondement de notre méthode de vérification, qui est axée sur les risques et les processus, est l'élaboration de la stratégie de vérification. Cette stratégie est basée sur l'évaluation de l'environnement économique et juridique du Tribunal, de ses objectifs, stratégies et risques liés au fonctionnement, à laquelle nous procédons à l'aide de facteurs clés de succès. L'examen postérieur du système de contrôle interne comptable et de son efficacité s'appuie sur des analyses de processus, qui sont effectuées périodiquement, en particulier dans le cas de changements organisationnels ou de changement de politique. L'objectif est de déterminer les effets de ces changements sur les points pertinents de l'état financier et, partant, d'évaluer les risques opérationnels et notre risque d'audit. Les résultats de l'analyse des processus et du système de contrôle interne comptable ont été pris en compte dans le choix des procédures analytiques (tests de plausibilité) et les contrôles de substance des actifs et des passifs financiers, la reconnaissance, la fourniture d'informations et les évaluations dans les états financiers. Le programme de vérification, qui est spécialement adapté au Tribunal, détermine les éléments clés de la vérification, la nature et l'étendue des procédures de vérification ainsi que le calendrier et les effectifs affectés à la vérification. Cette méthodologie est basée sur les principes de l'évaluation des risques et de l'importance relative. En conséquence, nous avons élaboré notre rapport de vérification des comptes en nous appuyant principalement sur des examens effectués par sondage.

Notre programme de vérification pour les états relatifs aux années considérées a été axé sur les tâches ci-après :

- Analyse des processus concernant l'élaboration des états financiers;

- Mise au point et application de contrôles internes dans les procédures relatives aux contributions et aux dépenses et efficacité de ces contrôles;
- Contributions à recevoir des États parties;
- Contributions reçues par anticipation;
- Restitution des économies des années précédentes;
- Engagements de l'exercice;
- Principaux postes de dépenses.

Nous avons également effectué les procédures de vérification normalisées ci-après :

- Réception des confirmations bancaires communiquées par les institutions financières;
- Réception de toutes les explications et justificatifs demandés. Dans une lettre de déclaration qui nous a été communiquée, le Greffier a certifié le caractère exhaustif de ces explications et justificatifs, ainsi que des livres et écritures comptables et des états financiers.

III. Constatations concernant l'établissement des états financiers

A. États financiers de l'année précédente

Les états financiers de l'exercice précédent ont été présentés par le Greffier à la vingt-troisième Réunion des États parties, qui s'est tenue du 10 au 14 juin 2013.

B. Base d'évaluation

En ce qui concerne la base d'évaluation utilisée, on se référera aux explications données par le Tribunal dans les notes relatives aux états financiers.

IV. Constatations faites à l'issue de la vérification élargie des comptes portant sur l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014

L'examen des procédures de fonctionnement, concernant notamment l'administration du Fonds de la Nippon Foundation, du Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer et du Fonds de l'Institut chinois des études internationales, n'a débouché sur aucune constatation significative. Nous renvoyons à nos procédures de vérification des comptes et aux résultats qui figurent à l'appendice VI.

V. Rapport du commissaire aux comptes indépendant

À l'attention du Tribunal international du droit de la mer

Nous avons vérifié les états financiers du Tribunal international du droit de la mer (Hambourg), joints au présent rapport, qui comprennent l'état des recettes, des dépenses et des variations des réserves et du solde des fonds, l'état de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds, l'état des flux de trésorerie et les notes relatives aux états financiers pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

Responsabilité de l'administration en ce qui concerne les états financiers

L'administration a la responsabilité d'établir les états financiers conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière du Tribunal international du droit de la mer, ainsi que de procéder aux contrôles internes qu'elle juge nécessaires pour produire des états financiers exempts de toute inexactitude significative résultant d'une fraude ou d'une erreur.

Responsabilité du commissaire aux comptes

Il nous appartient d'exprimer, sur la base de notre vérification, une opinion sur ces états financiers. Nous avons effectué notre vérification des états financiers conformément aux normes allemandes de vérification généralement acceptées qui ont été établies par l'Institut der Wirtschaftsprüfer. Ces normes exigent que nous nous conformions aux règles de déontologie en nous acquittant de notre mission de manière à avoir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent aucune inexactitude significative.

Une vérification consiste à mettre en œuvre des procédures en vue de recueillir les justificatifs des montants et autres données figurant dans les états financiers. Le choix de ces procédures appartient au vérificateur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des inexactitudes significatives, que celles-ci découlent de fraudes ou d'erreurs. Lorsqu'il évalue ce risque, le vérificateur prend en compte le système de contrôle interne appliqué pour l'établissement des états financiers, afin de définir des procédures de vérification appropriées en la circonstance et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du système de contrôle interne de l'entité considérée. Une vérification consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations faites par l'administration et à évaluer la présentation générale des états financiers.

Nous estimons que les justificatifs recueillis constituent une base suffisante et appropriée sur laquelle fonder la présente opinion.

Opinion

Notre opinion est que les états financiers du Tribunal international du droit de la mer pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014 ont été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière du Tribunal international du droit de la mer.

Principes comptables et restrictions applicables à la divulgation et à l'utilisation

Sans que l'opinion qui précède soit assortie d'une réserve, nous appelons l'attention sur les articles du Règlement financier et les règles de gestion financière du Tribunal international du droit de la mer (voir www.un.org/Depts/los/meeting_states_parties/SPLOS_documents.htm#Other) relatifs aux états financiers, qui décrivent la méthode comptable appliquée. Les états financiers sont établis en vue d'aider le Greffier à s'acquitter de ses obligations de rendre des comptes qui lui incombent en vertu du Règlement financier et des Règles de gestion financière. Il en résulte que les états financiers peuvent ne pas convenir à d'autres fins. Notre rapport de commissaire aux comptes est adressé exclusivement au Tribunal et ne saurait être diffusé ou utilisé par des tiers sans notre consentement.

Limitation de la responsabilité

Les Conditions générales de mission des Wirtschaftsprüfer et Wirtschaftsprüfungsgesellschaften (experts-comptables et cabinets d'experts-comptables allemands), telles que publiées par l'Institut der Wirtschaftsprüfer le 1^{er} janvier 2002 (voir appendice VII), s'appliquent à la présente mission et régissent notre responsabilité envers les tiers dans le cadre de celle-ci.

Hambourg, le 20 février 2015

Ernst & Young GmbH
Wirtschaftsprüfungsgesellschaft

Wirtschaftsprüferin
Experte-comptable
(*Signé*) **Kreninger**

Wirtschaftsprüferin
Experte-comptable
(*Signé*) **Schnitger**

Appendice I

États financiers du Tribunal international du droit de la mer

État des recettes, des dépenses et des variations des réserves et du solde des fonds pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014

| | <i>Note</i> | <i>2013-2014 (euros)</i> | <i>2011-2012 (euros)</i> |
|--|-------------|------------------------------|------------------------------|
| Recettes | | | |
| Contributions mises en recouvrement | 3 | 21 239 120 | 20 398 600 |
| Recettes accessoires | | | |
| Économies réalisées du fait de l'annulation d'engagements contractés lors d'exercices précédents | | 49 644 | 108 674 |
| Gains/pertes de change | | (18 394) | (19 019) |
| Divers (recettes) | | 11 199 | 1 833 |
| Intérêts créditeurs | | 15 266 | 94 020 |
| Montant total des recettes | | 21 296 835 | 20 584 108 |
| Dépenses | | | |
| Montant total des dépenses et engagements | 4 | (19 241 443) | (19 223 375) |
| Excédent des recettes sur les dépenses | | 2 055 392 | 1 360 733 |
| Excédent final des recettes sur les dépenses | | 2 055 392 | 1 360 733 |
| Fluctuation des réserves | | | |
| Montant reversé aux États parties en 2013-2014 | | (879 051) | (2 050 683) |
| Augmentation du Fonds de roulement | | 350 000 | – |
| Fluctuations totales des réserves | | 1 526 341 | (689 950) |
| Soldes des fonds en début d'exercice | | 3 457 981 | 4 147 931 |
| Solde des fonds au 31 décembre 2014 | | 4 984 322 | 3 457 981 |

Tribunal international du droit de la mer, Hambourg

État de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds au 31 décembre 2014

| | <i>Note</i> | <i>31/12/2014</i> <i>(euros)</i> | <i>31/12/2012</i> <i>(euros)</i> |
|--|-------------|-------------------------------------|-------------------------------------|
| Actif | | | |
| Encaisse et dépôts à terme | | 5 656 054 | 7 180 873 |
| Contributions à recevoir des États parties | | 1 479 049 | 1 035 254 |
| Remboursements de taxes | | 151 790 | 88 907 |
| Comptes débiteurs – divers | | 148 170 | 192 531 |
| Charges constatées d'avance | | 13 069 | 0 |
| Total actif | | 7 448 132 | 8 497 565 |
| Passif | | | |
| | 7 | | |
| Contributions perçues d'avance | | 1 508 736 | 2 543 643 |
| Reversement des économies réalisées sur les exercices précédents | | 542 374 | 1 885 459 |
| Engagements au titre de l'exercice en cours | | 412 646 | 593 382 |
| Compte spécial des contributions du personnel | | 54 | 70 |
| Comptes créditeurs | | 0 | 17 030 |
| Total du passif | | 2 463 810 | 5 039 584 |
| Actif net | | 4 984 322 | 3 457 981 |
| Réserves et soldes des fonds | | | |
| | 8 | | |
| Fonds de roulement | | 1 309 132 | 959 132 |
| Gains de l'exercice précédent – réserve | | 1 619 798 | 1 138 116 |
| Excédent des recettes sur les dépenses | | 2 055 392 | 1 360 733 |
| Montant total des réserves et des soldes des fonds | | 4 984 322 | 3 457 981 |
| Montant total des réserves | | 4 984 322 | 3 457 981 |

Tribunal international du droit de la mer, Hambourg

État des flux de trésorerie pour l'exercice biennal 2013-2014

| | 2013-2014 (euros) | 2011-2012 (euros) |
|---|----------------------|----------------------|
| Flux de trésorerie imputables aux activités opérationnelles | | |
| Excédent (déficit) net des recettes sur les dépenses | 2 055 392 | 1 360 733 |
| (Augmentation) diminution – contributions à recevoir | (443 795) | (560 922) |
| (Augmentation) diminution – remboursements de taxes | (62 883) | 45 400 |
| (Augmentation) diminution – autres comptes débiteurs | 44 361 | 147 745 |
| (Augmentation) diminution des charges constatées d'avance | (13 069) | – |
| Augmentation (diminution) – engagements au titre de l'exercice en cours | (180 736) | (319 156) |
| Augmentation (diminution) – contributions perçues d'avance | (1 034 907) | 454 285 |
| Augmentation (diminution) – comptes créditeurs | (17 030) | (123 007) |
| Moins : intérêts perçus | (15 266) | (94 020) |
| Encaisse nette imputable aux activités opérationnelles | 332 067 | 911 058 |
| Flux de trésorerie imputables aux activités de placement et de financement | | |
| <i>Plus</i> : Intérêts perçus | 15 266 | 94 020 |
| Encaisse nette imputable aux activités opérationnelles, de placement et de financement | 347 333 | 1 005 078 |
| Flux de trésorerie imputables à d'autres sources | | |
| Augmentation (diminution) – fonds de roulement | 350 000 | – |
| Augmentation (diminution) – réserve constituée par les gains de l'exercice précédent | (879 051) | (2 050 683) |
| Augmentation (diminution) – reversement des économies des exercices précédents | (1 343 101) | (74 831) |
| Augmentation (diminution) nette de l'encaisse et des dépôts à terme | (1 524 819) | (1 120 436) |
| Encaisse et dépôts à terme au début de l'exercice | 7 180 873 | 8 301 309 |
| Encaisse et dépôts à terme à la fin d'exercice | 5 656 054 | 7 180 873 |

Tribunal international du droit de la mer, Hambourg

Notes relatives aux états financiers de l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014

Note 1

Exposé des objectifs et des activités du Tribunal

Le Tribunal international du droit de la mer est un organe judiciaire international créé par la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer pour connaître des différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention. Le Tribunal, qui est entré en activité en 1996, est ouvert aux États parties à la Convention et, dans certains cas, à des entités autres que ces derniers (organisations internationales et personnes physiques ou morales). Il a compétence pour examiner tous les différends qui lui sont soumis conformément à la Convention. Il est également compétent pour connaître de toute question expressément visée dans tout autre accord lui conférant compétence. Le Tribunal est composé de 21 membres indépendants élus par les États parties à la Convention et il est secondé par un Greffe qui compte 37 fonctionnaires.

Note 2

Récapitulation des principes comptables importants

Le 12 juin 2003, la treizième Réunion des États parties a adopté le Règlement financier du Tribunal et décidé qu'il prendrait effet au 1^{er} janvier 2004 et s'appliquerait à l'exercice financier 2005-2006 et aux exercices financiers suivants (SPLOS/100). Conformément à l'article 10.1 a) de son règlement financier, le Tribunal a adopté en 2004 ses Règles de gestion financière. En 2004, la quatorzième Réunion des États parties a pris note de ces Règles, qui sont entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Exercice

Conformément à l'article 2 du Règlement financier, l'exercice faisant l'objet du présent rapport porte sur l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014.

Monnaie de compte

Conformément à l'article 11.2 du Règlement financier, la monnaie utilisée est l'euro. Les états comptables sont également tenus en euros.

Transactions en devises

Les transactions en devises autres que l'euro sont converties en euros sur la base des taux de change utilisés pour les opérations de l'Organisation des Nations Unies, excepté les contributions mises en recouvrement, qui sont versées en dollars des États-Unis. Conformément à la règle de gestion financière 105.2, les contributions versées en dollars des États-Unis sont converties en euros sur la base du taux de change le plus favorable que le Tribunal peut obtenir à la date du paiement.

Les différences dues aux fluctuations de change, qui peuvent survenir entre la date à laquelle le montant a été comptabilisé et celle où la transaction a abouti, apparaissent en tant que gains ou pertes de change dans l'état des recettes, des dépenses et des variations des réserves et du solde des fonds.

Les éléments d'actif et de passif libellés dans des monnaies autres que l'euro sont réévalués en fin d'exercice sur la base des taux de change en vigueur pour les opérations de l'Organisation des Nations Unies. Toute différence résultant de cette réévaluation a été passée en écriture comme gain ou perte de change dans l'état des recettes, des dépenses et des variations des réserves et du solde des fonds.

Recettes

Les recettes correspondent aux contributions mises en recouvrement auprès des États parties. Les contributions se rapportant à l'exercice biennal sont dues à concurrence de 50 % la première année et de 50 % la deuxième année. Toutes les autres recettes du Tribunal sont considérées comme recettes accessoires et versées aux ressources générales (voir la note 3).

Dépenses

Toutes les dépenses du Tribunal sont imputées aux crédits ouverts aux postes budgétaires correspondants.

Les dépenses sont comptabilisées selon la méthode de la comptabilité en droits constatés, sauf pour celles afférentes aux émoluments du personnel, qui le sont en fonction des décaissements. Par conséquent, le passif non exigible au titre des primes de rapatriement, jours de congé annuel accumulés, congés de compensation du personnel et prestations de pension des membres du Tribunal n'est pas provisionné dans les états financiers du Tribunal (voir la note 5).

Actif et passif

Tous les fonds reçus, y compris ceux qui relèvent d'arrangements relatifs à des comptes spéciaux, sont déposés sur les comptes bancaires du Tribunal et comptabilisés comme encaisse. Les immobilisations (notamment le matériel informatique et les logiciels) ne sont pas comprises dans l'actif mais imputées aux crédits ouverts au moment de l'acquisition. Un inventaire séparé des immobilisations est tenu à des fins de contrôle. Les éléments d'actif sont comptabilisés à leur valeur nominale. Les éléments de passif sont comptabilisés sur la base de leur valeur de remboursement.

Fonds de roulement

En 1998, la huitième Réunion des États parties a autorisé la constitution d'un Fonds de roulement pour assurer la continuité des activités en cas de déficit temporaire de trésorerie et mettre à la disposition du Tribunal les moyens nécessaires pour examiner les affaires qui lui sont soumises, en particulier celles qui doivent faire l'objet d'une procédure urgente.

Le montant du Fonds de roulement actuellement à la disposition du Tribunal s'élève à 542 118 euros. Ce montant est issu de la conversion de 650 000 dollars des États-Unis opérée en novembre 2005 conformément au Règlement financier du Tribunal.

L'état actuel du Fonds de roulement, soit 542 118 euros, représente 2,87 % du budget approuvé du Tribunal pour 2015-2016. Conformément à la pratique de l'Organisation des Nations Unies, un montant représentant environ 8 % de son budget annuel (4 % de son budget biennal) est jugé approprié. Dans le cas du Tribunal, pour être adéquat, c'est-à-dire pour représenter 4 % du budget biennal, le Fonds de roulement devrait s'élever à 755 448 euros. Toutefois, pour réduire le plus possible les augmentations au titre du budget 2015-2016, et compte tenu du fait qu'un montant supplémentaire a été versé au Fonds de roulement pour couvrir exclusivement des dépenses imprévues relatives aux affaires (voir le paragraphe ci-dessous), le projet de budget pour 2015-2016 soumis à la Réunion des États parties en 2014 ne prévoyait aucune augmentation.

Outre les 650 000 dollars des États-Unis mentionnés ci-dessus, la douzième Réunion des États parties, qui s'est tenue en 2002, a approuvé à titre exceptionnel le versement au Fonds de roulement du Tribunal d'un montant de 500 000 dollars des États-Unis (il s'agit d'une partie des économies réalisées sur l'exercice 2001) afin de mettre à la disposition du Tribunal les moyens financiers nécessaires en cas de déficit temporaire de trésorerie, pour lui permettre d'examiner les affaires qui lui sont soumises si les dépenses y afférant ne peuvent être couvertes au titre des dépenses relatives aux affaires ou au moyen de virements entre chapitres du budget (SPLOS/L.28). En novembre 2005, le montant issu de la conversion de ces 500 000 dollars, qui a été effectuée conformément au Règlement financier du Tribunal, s'élève à 417 014 euros.

En juin 2014, la vingt-quatrième Réunion des États parties a décidé, à titre exceptionnel, qu'un montant de 350 000 euros provenant de l'excédent de l'exercice 2011-2012 serait transféré au Fonds de roulement pour couvrir les dépenses afférentes aux affaires lorsque les crédits ouverts à cet effet n'y suffiraient pas (SPLOS/275).

Le total du Fonds de roulement s'établit actuellement à 1 309 132 euros.

Note 3

Recettes

Pour l'exercice 2013-2014, le total des recettes du Tribunal s'établit à 21 296 835 euros. Sur ce montant, 21 239 120 euros correspondent aux contributions versées par 166 États parties (y compris l'Union européenne).

Le total des recettes tient également compte des éléments suivants :

- a) 15 266 euros d'intérêts perçus sur les comptes de dépôt;
- b) 49 644 euros d'économies imputables à l'annulation d'engagements portant sur les exercices précédents;
- c) Une perte nette de 18 394 euros au titre des gains ou pertes de change résultant des transactions en devises et des réévaluations des soldes des comptes en devises;
- d) Un montant net de 11 199 euros de recettes accessoires, y compris la contribution d'un État partie n'ayant pas pu être identifié à la fin de l'année 2014, la vente de volumes des textes de base du Tribunal à la Fondation internationale du droit de la mer, les ajustements effectués au titre des exercices précédents, les remboursements effectués par les fournisseurs de gaz et d'eau, un remboursement

d'une compagnie d'assurances et les pertes encourues sur des créances fiscales non récupérables.

Note 4

Dépenses

Le budget de l'exercice financier 2013-2014 a été approuvé par la vingt-deuxième Réunion des États parties en juin 2012 pour un montant de 21 239 120 euros (SPLOS/250).

Les prévisions budgétaires concernant les traitements des fonctionnaires et les indemnités des juges étaient fondées sur un taux de change dollar/euro de 0,746 (en vigueur en mars 2012). À la fin de l'exercice, le taux de change entre le dollar et l'euro était de 0,82, ce qui représente une dépréciation de 9,02 % de l'euro par rapport au dollar. Cependant, ce phénomène n'a pas eu d'impact significatif sur les dépenses du Tribunal : en effet, le gros des dépenses est libellé en euros et la rémunération des juges ainsi que les traitements des fonctionnaires sont soumis à un mécanisme d'ajustement qui a pour effet d'absorber dans une large mesure les fluctuations du dollar par rapport à l'euro.

Le montant total des dépenses de l'exercice financier 2013-2014 est de 19 241 443 euros.

Le total des dépenses imputables au chapitre 1, « Juges », s'élève à 5 001 330 euros.

Ce montant se trouve dans les limites du crédit de 5 228 000 euros ouvert initialement pour ce chapitre. Des dépassements de crédit ont toutefois été enregistrés au titre de la rubrique « traitement annuel ».

Le dépassement enregistré sous la rubrique « traitement annuel », soit 19 354 euros, tient principalement au fait que, conformément au Règlement du Tribunal, deux juges, dont le mandat est parvenu à expiration en septembre 2014, ont continué de siéger en l'affaire n° 21, du 1^{er} octobre 2014 au 31 décembre 2014. Au cours de cette période, ces deux juges ont reçu un traitement annuel, tandis que le service de leur pension était suspendu. Ce dépassement est aussi dû au fait que la rémunération des juges a été révisée à deux reprises au cours de l'exercice concerné, en 2013 et en 2014.

Le dépassement susmentionné, d'un total de 19 354 euros, a été entièrement absorbé par le redéploiement des crédits dans le chapitre « Juges ». De ce fait, le solde final de ce chapitre est de 226 670 euros.

Le chapitre 3, « Indemnité de représentation », qui repose sur un montant calculé en dollars des États-Unis, affiche un dépassement de 158 euros qui est exclusivement dû à la dépréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis pendant l'exercice financier.

Un dépassement de 9 600 euros est également enregistré sous la rubrique « services spéciaux (vérification externe des comptes) » du chapitre 6, « Dépenses de fonctionnement ». Ce dépassement est dû au fait qu'en raison d'une erreur, le montant approuvé dans le budget 2013-2014 ne correspondait qu'à la moitié du montant nécessaire (20 000 euros). Cette question, de même que le surcroît de dépense prévu qui en résulte, a été portée à l'attention de la Réunion des États parties en juin 2014 (SPLOS/2014/WP.1, par. 35 f) et 104). Ce dépassement a été

pleinement absorbé par le redéploiement des crédits au sein du chapitre 6, « Dépenses de fonctionnement », où des économies ont été réalisées à hauteur de 100 252 euros.

Note 5

Passif éventuel

Le passif éventuel net correspondant aux prestations dues au personnel s'établissait au 31 décembre 2014 à 514 203 euros; ce montant se décomposait comme suit :

| <i>Passif éventuel</i> | <i>Montant (euros)</i> |
|------------------------------------|----------------------------|
| Jours de congé accumulés | 253 852 |
| Primes de rapatriement | 260 351 |
| Total | 514 203 |

Toutes les dépenses correspondantes sont imputées aux crédits ouverts au budget de l'exercice au cours duquel les prestations sont versées. Les états financiers contiennent un état de tous les engagements concernant les exercices futurs qui seront imputés en premier aux crédits correspondants lorsque ceux-ci auront été approuvés par la Réunion des États parties. Conformément au Statut et au Règlement du personnel du Tribunal, le passif éventuel indiqué ci-dessus est calculé sur la base de la rémunération nette.

À ce passif éventuel susmentionné, il faut ajouter celui correspondant aux pensions de retraite des membres élus du Tribunal. Toutefois, les pensions sont imputées aux crédits ouverts pour l'exercice au cours duquel elles sont servies.

Note 6

Comptes débiteurs

Comme indiqué ci-dessous, les contributions totales à recevoir des États parties au 31 décembre 2014 sont de 1 479 049 euros. Les arriérés de contributions pour l'exercice 2013-2014 totalisent 874 534 euros.

Le Tribunal a maintenu ses efforts pour recouvrer les arriérés de contributions, ce qui s'est traduit par une diminution desdits arriérés par rapport aux exercices 1996-1997 à 2011-2012. Le montant des arriérés de contributions pour les exercices financiers 1996-1997 à 2011-2012 se chiffre actuellement à 604 515 euros, soit 430 739 euros de moins qu'au 31 décembre 2012, où il était de 1 035 254 euros.

| <i>Année de mise en recouvrement</i> | <i>Montants (euros)</i> | |
|--------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | <i>Au 31 décembre 2014</i> | <i>Au 31 décembre 2012</i> |
| 1996/97 | 5 877 | 6 021 |
| 1998 | 1 499 | 1 567 |
| 1999 | 2 913 | 2 991 |
| 2000 | 7 855 | 8 427 |

| <i>Année de mise en recouvrement</i> | <i>Au 31 décembre 2014</i> | <i>Au 31 décembre 2012</i> |
|--------------------------------------|----------------------------|----------------------------|
| | <i>Montants (euros)</i> | |
| 2001 | 8 861 | 10 596 |
| 2002 | 9 101 | 10 942 |
| 2003 | 6 138 | 7 673 |
| 2004 | 5 455 | 7 037 |
| 2005 | 10 908 | 14 340 |
| 2006 | 13 432 | 18 728 |
| 2007 | 16 697 | 21 922 |
| 2008 | 17 463 | 22 788 |
| 2009 | 18 646 | 25 435 |
| 2010 | 24 524 | 49 935 |
| 2011 | 194 675 | 282 215 |
| 2012 | 260 470 | 544 637 |
| 2013 | 289 195 | |
| 2014 | 585 339 | |
| Total | 1 479 049 | 1 035 254 |

Les remboursements d'impôts, soit 151 790 euros, représentent essentiellement des remboursements de la taxe sur la valeur ajoutée.

Dans les comptes débiteurs au titre d'autres rubriques, qui se montent à 148 170 euros, figurent les avances sur l'indemnité pour frais d'études (85 533 euros), les avances sur frais de voyages relatifs aux congés dans les foyers (7 556 euros), les avances sur frais de voyage versées dans le cadre de voyages autorisés en décembre 2014 (15 302 euros), les autres montants dus par le personnel ou les autorités allemandes (Accord sur l'utilisation des locaux) (35 766 euros) et certaines charges diverses (4 013 euros).

Les charges payées d'avance, d'un montant de 13 069 euros, représentent les paiements effectués vers la fin de l'année 2014 qui se rapportent au budget 2015-2016 du Tribunal. En conséquence, ces dépenses seront déduites des ressources prévues au budget 2015-2016 en janvier 2015 et retirées des sommes à recevoir.

Note 7

Passif

Au 31 décembre 2014, le passif du Tribunal comprenait :

a) Les contributions versées d'avance par les États parties pour l'exercice 2015-2016 (1 508 736 euros);

b) Les économies réalisées sur l'exercice financier 2005-2006, s'élevant à 2 208 euros, qui seront restituées une fois que les États parties concernés auront versé intégralement leurs contributions au titre de l'exercice 2005-2006 (SPLOS/180);

c) Les économies réalisées sur l'exercice 2007-2008, soit 5 489 euros, qui seront restituées une fois que les États parties concernés auront versé intégralement leurs contributions au titre de l'exercice 2007-2008 (SPLOS/203 et SPLOS/217);

d) Les économies de 5 626 euros réalisées sur l'exercice financier 2009-2010, qui seront restituées une fois que les États parties concernés auront versé intégralement leurs contributions au titre de l'exercice 2009-2010 (SPLOS/250);

e) Les économies de 529 051 euros réalisées sur l'exercice 2011-2012, qui seront restituées et déduites de la contribution des États parties au budget de 2015 (SPLOS/275);

f) Les engagements contractés au titre de l'achat de biens et de services pendant l'exercice 2013-2014 (412 646 euros);

g) Le reliquat (54 euros) du compte spécial des contributions du personnel; toutes les économies réalisées au cours des années précédentes et tous les prélèvements des contributions du personnel seront restitués une fois que les contributions des États parties concernés auront été entièrement acquittées, conformément aux dispositions du Règlement financier du Tribunal.

Note 8

Fonds et réserves

Le Fonds de roulement s'établit actuellement à 1 309 132 euros, ce qui correspond à l'équivalent en euros du montant de l'ouverture du crédit décidée aux onzième, douzième et vingt-quatrième Réunions des États parties (SPLOS/70, SPLOS/89 et SPLOS/275). Comme cela a été indiqué à la Réunion des États parties de juin 2006, ce montant de 959 132 euros est le résultat de la conversion de 1 150 000 dollars des États-Unis effectuée le 8 novembre 2005. De plus, conformément à la décision prise à la vingt-quatrième Réunion des États parties, un montant de 350 000 euros a été, à titre exceptionnel, transféré au Fonds de roulement pour couvrir les dépenses afférentes aux affaires lorsque les crédits ouverts à cet effet n'y suffi[raient pas] » (SPLOS/275).

Conformément à l'article 4 du Règlement financier du Tribunal, les gains et réserves des exercices précédents, soit 1 619 798 euros, correspondent à un excédent des recettes sur les dépenses des exercices antérieurs 2005-2006 à 2011-2012.

Le solde initial de la réserve au 1^{er} janvier 2013 s'établissait à 1 360 733 euros (économisés sur le budget de 2011-2012). Suite à une vérification intermédiaire des comptes effectuée en février 2014 et qui a certifié le montant définitif de l'excédent de trésorerie, soit 879 051 euros, un nouveau montant de 529 051 euros a été restitué et déduit des contributions des États parties dues pour 2015 (SPLOS/275).

Appendice II

Tribunal international du droit de la mer, Hambourg

Rapport financier pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014

Introduction

1. Le Greffier du Tribunal international du droit de la mer présente ci-après le rapport financier pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014. Il s'agit du treizième exercice et du treizième rapport financier du Tribunal.

2. Le rapport financier comprend : l'état des recettes, des dépenses et des variations des réserves et du solde des fonds pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014; l'état de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds au 31 décembre 2014; l'état des flux de trésorerie pour l'exercice biennal 2013-2014; le rapport sur l'exécution du budget pour l'exercice 2013-2014; et l'état des contributions versées au Tribunal international du droit de la mer pour la période 1996-2014. L'état des recettes, des dépenses et des variations des réserves et du solde des fonds, ainsi que l'état de l'actif, du passif, des réserves et du solde des fonds, de même que l'état des flux de trésorerie sont présentés pour faciliter l'examen du rapport par les États parties. Lesdits états ont été établis conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière du Tribunal; leur présentation est conforme à celle qui a été retenue pour harmoniser les comptes des institutions et organismes appliquant le régime commun des Nations Unies. Le rapport financier expose les résultats financiers des activités du Tribunal en 2013 et en 2014. Les points particulièrement importants sont résumés dans les paragraphes qui suivent.

3. Le solde de trésorerie au 31 décembre 2014, soit 5 656,054 euros, est en baisse par rapport à celui de la fin de 2012, soit 7 180 873 euros. Cette diminution s'explique par une hausse des contributions à recevoir, d'une part, et par une baisse des contributions versées d'avance, de l'autre.

Recettes

4. Pour l'exercice 2013-2014, les recettes comprenaient les contributions mises en recouvrement auprès de 166 États parties (y compris l'Union européenne), soit 21 239 120 euros. Sur le montant total des contributions au titre de l'exercice 2013-2014, il restait à percevoir 874 534 euros au 31 décembre 2014. À cette date, le solde des contributions non acquittées au budget global du Tribunal (1996-1997 à 2013-2014) s'établissait à 1 479 049 euros. En sus de ce montant, les autres recettes nettes provenant de différentes sources, comme les intérêts perçus, les recettes accessoires et l'annulation d'engagements portant sur des exercices précédents, après ajustement pour pertes de change, représentaient au total 57 715 euros.

5. Le Tribunal a poursuivi ses efforts de recouvrement des contributions non acquittées, ce qui a eu pour effet de réduire les arriérés de contributions aux budgets du Tribunal pour les exercices antérieurs. Toutefois, à la fin de 2014, les arriérés suivants demeuraient encore : 5 877 euros pour 1996-1997, 1 499 euros pour 1998, 2 913 euros pour 1999, 7 855 euros pour 2000, 8 861 euros pour 2001, 9 101 euros pour 2002, 6 138 euros pour 2003, 5 455 euros pour 2004, 10 908 euros pour 2005,

13 432 euros pour 2006, 16 697 euros pour 2007, 17 463 euros pour 2008, 18 646 euros pour 2009, 24 524 euros pour 2010, 194 675 euros pour 2011 et 260 470 euros pour 2012. Le solde des contributions non acquittées sur l'ensemble des budgets du Tribunal (1996-1997 à 2013-2014) s'établit par conséquent à 1 479 049 euros. Le Règlement financier et les Règles de gestion financière du Tribunal ne prévoient pas de provisionnement des créances douteuses correspondant aux arriérés de contributions.

Dépenses

6. Pour l'exercice 2013-2014, le montant total des dépenses du Tribunal est de 19 241 443 euros, soit 90,59 % du budget de l'exercice (21 239 120 euros). Ce résultat peut être attribué à l'utilisation optimale des ressources dans une période d'alourdissement de la charge de travail judiciaire. Il est à noter que, durant l'exercice 2013-2014, le Tribunal a tenu ses délibérations et réuni son comité de rédaction en l'affaire n° 18, affaire au fond entre Saint-Vincent-et-les Grenadines et le Royaume d'Espagne. De plus, des audiences et des délibérations du Tribunal, de même que des réunions du comité de rédaction ont été tenues en l'affaire au fond entre le Panama et la Guinée-Bissau (affaire n° 19). En octobre 2013, le Tribunal a été saisi d'une demande urgente en prescription de mesures conservatoires (affaire n° 22, entre les Pays-Bas et la Fédération de Russie), qu'il a examinée en novembre 2013. Le 28 mars 2013, le Tribunal a reçu une demande d'avis consultatif émanant de la Commission sous-régionale des pêches (affaire n° 21). Les audiences, délibérations initiales et premières réunions du comité de rédaction se sont tenues entre les mois d'août et de novembre 2014.

7. Au chapitre 2, « Dépenses de personnel », des économies de 315 144 euros ont été réalisées. Elles proviennent principalement des rubriques « postes permanents » et « dépenses communes de personnel ». Les économies sur les postes permanents résultent de la vacance de plusieurs postes au Greffe pendant l'exercice financier considéré. Les économies de dépenses communes de personnel découlent surtout d'économies réalisées sur les prestations versées au personnel (relatives à la cessation de service, l'installation, les frais d'études et les congés dans les foyers).

8. Dans la partie C, « Dépenses afférentes aux affaires », les économies réalisées d'un montant de 1 349 782 euros, tiennent essentiellement au fait que si le budget 2013-2014 prévoyait des crédits pour deux procédures urgentes et demie (en plus des crédits ouverts pour les affaires n° 18 et n° 19), le Tribunal n'a conduit qu'une seule demande urgente en prescription de mesures conservatoires (affaire n° 22), et examiné en partie l'affaire n° 21 durant cette période. Qui plus est, l'organisation optimale dans le temps des audiences, délibérations et réunions des comités de rédaction dans les affaires n° 18, n° 19 et n° 21 a également permis de réaliser des économies dans les dépenses afférentes aux affaires.

9. La programmation des réunions judiciaires du Tribunal immédiatement avant ou après ses sessions administratives a aussi permis d'économiser 310 164 euros au titre de la rubrique « frais de déplacement des juges, y compris les juges ad hoc ».

10. Le taux d'exécution du budget de 2013-2014 est de 90,59 %. Il convient de relever que si l'on écarte les dépenses afférentes aux affaires, le taux d'exécution du budget serait de 95,93 %.

Comptes spéciaux

11. Conformément à la décision adoptée par la Réunion des États parties en juin 2012 (SPLOS/250), une somme de 1 873 979 euros, correspondant aux économies réalisées au titre de l'exercice 2009-2010, a été restituée et déduite des contributions des États parties mises en recouvrement pour 2013, conformément à l'article 4 du Règlement financier du Tribunal.

12. La vingt-quatrième Réunion des États parties a noté l'excédent de trésorerie de 879 051 euros pour l'exercice 2011-2012. La Réunion des États parties a décidé que, sur ce montant, 529 051 euros seraient restitués et déduits des contributions des États parties pour 2015, conformément à l'article 4 du Règlement financier. Le montant restant, soit 350 000 euros, serait transféré à titre exceptionnel au Fonds de roulement du Tribunal pour couvrir les dépenses afférentes aux affaires lorsque les crédits ouverts à cet effet n'y suffiraient pas (SPLOS/275).

13. Le Fonds de la Nippon Foundation a été créé en mars 2007, suite à la signature, par la Nippon Foundation et le Tribunal, du mémorandum d'accord de la Nippon Foundation. En application de cet accord, celle-ci a versé au Tribunal une contribution d'un montant de 200 000 euros pour le Programme de formation et de renforcement des capacités en matière de règlement des différends au titre de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer du Tribunal international du droit de la mer. En application de l'article 6.5 du Règlement financier du Tribunal, un fonds d'affectation spéciale a par la suite été créé à cet effet et un compte spécial en euros, intitulé « Nippon Foundation Grant », a été ouvert auprès de la Deutsche Bank.

14. La Nippon Foundation a versé au Fonds une deuxième contribution de 200 000 euros en mars 2008, une troisième du même montant en mars 2009, puis cinq autres contributions, d'un montant de 230 000 euros chacune, en mars 2010, mars 2011, mars 2012, mars 2013 et mars 2014 respectivement. Au début de l'exercice 2013-2014, le total des réserves du fonds d'affectation spéciale s'élevait à 236 308 euros. Au 31 décembre 2014, le solde des réserves totales s'élevait à 267 224 euros. Les états financiers vérifiés du Fonds de la Nippon Foundation seront communiqués à la Réunion des États parties en juin 2015.

15. En application de l'article 6.5 du Règlement financier, en octobre 2009 le Tribunal a créé un Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer, qui vise à promouvoir, dans les pays en développement, le renforcement des ressources humaines dans le domaine du droit de la mer et des affaires maritimes en général. La première contribution à ce Fonds, d'un montant de 25 000 euros, a été versée par Korwind, une société coréenne du secteur des énergies renouvelables qui est basée à Hambourg. Des contributions ultérieures ont été versées par l'Institut maritime de la République de Corée en octobre 2011 (15 000 euros), décembre 2012 (15 000 euros), octobre 2013 (15 000 euros), août 2014 (20 000 euros) et décembre 2014 (15 000 euros). Depuis juillet 2012, le Fonds d'affectation a servi à appuyer le programme de stage du Tribunal et à apporter une aide financière aux stagiaires originaires de pays en développement. Ce fonds d'affectation spéciale a également servi à financer un atelier régional qui s'est tenu à Nairobi en août 2014. Au 31 décembre 2014, le solde des réserves totales s'élevait à 48 189 euros. Les états financiers vérifiés du Fonds d'affectation seront communiqués à la Réunion des États parties en juin 2015.

16. Suite à la signature, le 3 mai 2012, d'un mémorandum d'accord entre le Tribunal et l'Institut chinois des études internationales (CIIS), un fonds d'affectation spéciale, intitulé « Fonds du CIIS », a été créé pour appuyer le programme de stage du Tribunal, l'Académie d'été de la Fondation internationale du droit de la mer et d'autres projets, notamment des ateliers régionaux. Au 31 décembre 2014, le solde des réserves totales s'élevait à 15 878 euros. Les états financiers vérifiés de ce fonds seront communiqués à la Réunion des États parties en juin 2015.

Dispositions institutionnelles

17. Les états financiers du Tribunal sont établis avec la version réseau du système comptable informatisé Sun.

Le Greffier
(*Signé*) Philippe **Gautier**

Appendice III

Tribunal international du droit de la mer, Hambourg

Rapport sur l'exécution du budget de l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014

(En euros)

| Titre/ chapitre | Objets de dépense | Budget approuvé pour 2013-2014 | Dépenses | | Montant total des dépenses au 31/12/2014 | Solde | Dépenses en pourcentage du budget approuvé | |
|--------------------|-------------------|--|------------------|------------------|--|------------------|--|--------|
| | | | 2013 | 2014 | | | | |
| 1 | A | | | | | | | |
| | | | | | | | | |
| 2 | 1 | 5 228 000 | 2 410 124 | 2 591 206 | 5 001 330 | 226 670 | | |
| 3 | | Traitement annuel | 3 013 400 | 1 499 490 | 1 533 264 | 3 032 754 | (19 354) | 100,64 |
| 4 | | Allocations spéciales | 909 600 | 381 552 | 441 587 | 823 139 | 86 461 | 90,49 |
| 5 | | Frais de déplacement pour les sessions | 282 500 | 103 578 | 103 027 | 206 605 | 75 895 | 73,13 |
| 6 | | Régime des pensions | 880 700 | 416 815 | 402 382 | 819 197 | 61 503 | 93,02 |
| 7 | | Dépenses communes | 141 800 | 8 689 | 110 946 | 119 635 | 22 165 | 84,37 |
| 8 | | | | | | | | |
| 9 | 2 | Dépenses de personnel | 7 130 000 | 3 317 104 | 3 497 752 | 6 814 856 | 315 144 | |
| 10 | | Postes permanents | 4 664 200 | 2 306 203 | 2 333 935 | 4 640 138 | 24 062 | 99,48 |
| 11 | | Dépenses communes de personnel | 2 045 000 | 862 139 | 925 826 | 1 787 965 | 257 035 | 87,43 |
| 12 | | Heures supplémentaires | 29 400 | 10 175 | 14 979 | 25 154 | 4 246 | 85,56 |
| 13 | | Personnel temporaire pour les réunions | 207 200 | 66 208 | 123 178 | 189 386 | 17 814 | 91,40 |
| 14 | | Personnel temporaire | 113 100 | 41 597 | 59 760 | 101 357 | 11 743 | 89,62 |
| 15 | | Formation | 71 100 | 30 782 | 40 074 | 70 856 | 244 | 99,66 |
| 16 | 3 | Indemnité de représentation | 11 300 | 5 746 | 5 712 | 11 458 | (158) | 101,40 |
| 17 | 4 | Voyages autorisés | 180 300 | 64 649 | 113 599 | 178 248 | 2 052 | 98,86 |
| 18 | 5 | Dépenses de représentation | 13 900 | 6 931 | 6 655 | 13 586 | 314 | 97,74 |
| 19 | 6 | Dépenses de fonctionnement | 2 898 500 | 1 210 210 | 1 588 038 | 2 798 248 | 100 252 | |
| 20 | | Entretien des locaux (y compris la sécurité) | 2 165 600 | 916 880 | 1 239 440 | 2 156 320 | 9 280 | 99,57 |
| 21 | | Location et entretien de matériel | 361 400 | 152 346 | 152 723 | 305 069 | 56 331 | 84,41 |
| 22 | | Communications | 197 200 | 73 863 | 87 687 | 161 550 | 35 650 | 81,92 |
| 23 | | Services et frais divers (y compris frais bancaires) | 40 000 | 19 435 | 13 878 | 33 313 | 6 687 | 83,28 |

| Titre/ chapitre | Objets de dépense | Budget approuvé pour 2013-2014 | Dépenses | | Montant total des dépenses au 31/12/2014 | Solde | Dépenses en pourcentage du budget approuvé |
|--------------------|--|-----------------------------------|------------------|------------------|--|------------------|--|
| | | | 2013 | 2014 | | | |
| 24 | Fournitures et accessoires | 123 900 | 47 686 | 74 310 | 121 996 | 1 904 | 98,46 |
| 25 | Services spéciaux (vérification externe des comptes) | 10 400 | 0 | 20 000 | 20 000 | (9 600) | 192,31 |
| 26 | 7 Bibliothèque et dépenses connexes | 316 000 | 127 282 | 188 424 | 315 706 | 294 | |
| 27 | Bibliothèque – achats d’ouvrages et de publications | 236 000 | 115 000 | 120 949 | 235 949 | 51 | 99,98 |
| 28 | Travaux contractuels d’imprimerie et de reliure | 80 000 | 12 282 | 67 475 | 79 757 | 243 | 99,70 |
| 29 | | | | | | | |
| 30 | B Dépenses non renouvelables | | | | | | |
| 31 | 8 Mobilier et matériel | | | | | | |
| 32 | Achat de matériel courant | 154 800 | 27 404 | 124 069 | 151 473 | 3 327 | 97,85 |
| 33 | | | | | | | |
| 34 | C Dépenses afférentes aux affaires | 5 306 320 | 2 210 288 | 1 746 250 | 3 956 538 | 1 349 782 | 74,56 |
| 35 | 10 Juges | 3 982 130 | 1 680 830 | 1 285 206 | 2 966 036 | 1 016 094 | 74,48 |
| 36 | Allocations spéciales | 3 180 990 | 1 488 565 | 1 140 593 | 2 629 158 | 551 832 | 82,65 |
| 37 | Indemnités pour les juges ad hoc | 294 210 | 82 318 | 57 794 | 140 112 | 154 098 | 47,62 |
| 38 | Frais de déplacement des juges pour les réunions, y compris des juges ad hoc | 506 930 | 109 947 | 86 819 | 196 766 | 310 164 | 38,82 |
| 39 | 11 Dépenses de personnel | 1 324 190 | 529 458 | 461 044 | 990 502 | 333 688 | 74,80 |
| 40 | Personnel temporaire pour les réunions | 1 261 940 | 507 395 | 456 636 | 964 031 | 297 909 | 76,39 |
| 41 | Heures supplémentaires | 62 250 | 22 063 | 4 408 | 26 471 | 35 779 | 42,52 |
| 42 | 12 Dépenses diverses | 0 | 0 | | 0 | 0 | |
| 43 | | | | | | | |
| 44 | D Fonds de roulement | 0 | 0 | | 0 | 0 | |
| 45 | | | | | | | |
| 46 | Total | 21 239 120 | 9 379 738 | 9 861 705 | 19 241 443 | 1 997 677 | 90,59 |

Appendice IV

État des contributions versées au Tribunal international du droit de la mer au cours de la période 1996-2014

(En euros)

(Au 31 décembre 2014)

| États parties | Contributions mises en recouvrement | | | | | Contributions non acquittées | | | | | |
|---------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--|--------------------|------------------------------|---|------------------------------|--|------------------------------------|--|
| | Barème des quotes-parts (pourcentage) | Exercices précédents (1996-2010) | Dernier exercice 2011-2012 | Exercice actuel ^a 2013-2014 | Total ^d | Montants perçus | Exercices précédents ^b (1996-2010) | Dernier exercice (2011-2012) | Exercice annuel ^e (2013-2014) | Total contributions non acquittées | Crédits reportés ^c sur 2015 |
| Afrique du Sud | 0,5013 | 394 031 | 102 732 | 106 184 | 602 947 | 602 956 | 0 | 0 | 0 | 0 | (9) |
| Albanie | 0,0135 | 5 788 | 2 669 | 2 806 | 11 263 | 12 159 | 0 | 0 | 0 | 0 | (896) |
| Algérie | 0,1846 | 109 415 | 34 155 | 37 192 | 180 762 | 197 154 | 0 | 0 | 0 | 0 | (16 392) |
| Allemagne | 9,6239 | 11 465 959 | 2 139 488 | 2 125 409 | 15 730 856 | 15 731 014 | 0 | 0 | 0 | 0 | (159) |
| Angola | 0,0135 | 10 186 | 2 669 | 2 806 | 15 661 | 15 660 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Antigua-et-Barbuda | 0,0100 | 8 530 | 2 022 | 2 104 | 12 656 | 9 920 | 0 | 633 | 2 104 | 2 737 | 0 |
| Arabie saoudite | 1,1644 | 835 079 | 221 474 | 237 714 | 1 294 267 | 1 294 489 | 0 | 0 | 0 | 0 | (222) |
| Argentine | 0,5822 | 993 055 | 76 582 | 101 095 | 1 170 732 | 1 158 747 | 0 | 0 | 11 985 | 11 985 | 0 |
| Arménie | 0,0100 | 6 043 | 2 022 | 2 104 | 10 169 | 11 053 | 0 | 0 | 0 | 0 | (884) |
| Australie | 2,7951 | 2 036 408 | 515 794 | 562 383 | 3 114 585 | 3 362 769 | 0 | 0 | 0 | 0 | (248 184) |
| Autriche | 1,0755 | 1 133 577 | 227 077 | 231 267 | 1 591 921 | 1 591 939 | 0 | 0 | 0 | 0 | (18) |
| Bahamas | 0,0229 | 18 318 | 4 803 | 4 909 | 28 030 | 30 048 | 0 | 0 | 0 | 0 | (2 019) |
| Bahreïn | 0,0526 | 31 797 | 10 407 | 10 943 | 53 147 | 57 795 | 0 | 0 | 0 | 0 | (4 648) |
| Bangladesh | 0,0135 | 9 276 | 2 669 | 2 806 | 14 751 | 13 343 | 0 | 0 | 1 407 | 1 407 | 0 |
| Barbade | 0,0108 | 11 443 | 2 135 | 2 245 | 15 823 | 13 577 | 0 | 0 | 2 245 | 2 245 | 0 |
| Belarus | 0,0755 | 9 989 | 11 207 | 13 770 | 34 966 | 34 675 | 0 | 0 | 291 | 291 | 0 |
| Belgique | 1,3450 | 1 242 376 | 286 848 | 290 716 | 1 819 940 | 1 819 962 | 0 | 0 | 0 | 0 | (22) |
| Belize | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 10 044 | 0 | 373 | 2 104 | 2 477 | 0 |
| Bénin | 0,0100 | 7 887 | 2 022 | 2 104 | 12 013 | 4 662 | 3 226 | 2 022 | 2 104 | 7 352 | 0 |
| Bolivie (État plurinational de) | 0,0121 | 10 175 | 2 022 | 2 328 | 14 525 | 14 525 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Bosnie-Herzégovine | 0,0229 | 9 006 | 3 736 | 4 354 | 17 096 | 17 096 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Botswana | 0,0229 | 14 633 | 4 803 | 4 909 | 24 345 | 17 415 | 0 | 2 021 | 4 909 | 6 930 | 0 |

| États parties | Contributions mises en recouvrement | | | | | Contributions non acquittées | | | | | |
|---------------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--|--------------------|------------------------------|---|------------------------------|--|------------------------------------|--|
| | Barème des quotes-parts (pourcentage) | Exercices précédents (1996-2010) | Dernier exercice 2011-2012 | Exercice actuel ^a 2013-2014 | Total ^a | Montants perçus | Exercices précédents ^b (1996-2010) | Dernier exercice (2011-2012) | Exercice annuel ^c (2013-2014) | Total contributions non acquittées | Crédits reportés ^c sur 2015 |
| Brésil | 3,9542 | 1 837 324 | 429 872 | 639 671 | 2 906 867 | 1 893 233 | 0 | 373 963 | 639 671 | 1 013 634 | 0 |
| Brunei Darussalam | 0,0350 | 34 430 | 7 471 | 7 572 | 49 473 | 52 558 | 0 | 0 | 0 | 0 | (3 085) |
| Bulgarie | 0,0633 | 27 496 | 10 140 | 11 939 | 49 575 | 49 575 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Burkina Faso | 0,0100 | 5 013 | 2 022 | 2 104 | 9 139 | 35 | 4 978 | 2 022 | 2 104 | 9 104 | 0 |
| Cameroun | 0,0162 | 12 301 | 2 935 | 3 228 | 18 464 | 17 446 | 0 | 0 | 1 017 | 1 017 | 0 |
| Canada | 4,0215 | 2 201 832 | 855 742 | 868 233 | 3 925 807 | 3 925 872 | 0 | 0 | 0 | 0 | (65) |
| Cap-Vert | 0,0100 | 8 464 | 2 022 | 2 104 | 12 590 | 11 538 | 0 | 0 | 1 052 | 1 052 | 0 |
| Chili | 0,4501 | 211 966 | 62 973 | 80 119 | 355 058 | 355 065 | 0 | 0 | 0 | 0 | (7) |
| Chine | 6,9380 | 2 267 752 | 850 939 | 1 172 647 | 4 291 338 | 4 918 504 | 0 | 0 | 0 | 0 | (627 166) |
| Chypre | 0,0633 | 48 412 | 12 275 | 13 049 | 73 736 | 79 760 | 0 | 0 | 0 | 0 | (6 024) |
| Comores | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 94 | 8 301 | 2 022 | 2 104 | 12 427 | 0 |
| Congo | 0,0100 | 2 162 | 2 022 | 2 104 | 6 288 | 3 374 | 0 | 810 | 2 104 | 2 914 | 0 |
| Costa Rica | 0,0512 | 30 787 | 9 072 | 10 107 | 49 966 | 50 794 | 0 | 0 | 0 | 0 | (827) |
| Côte d'Ivoire | 0,0148 | 11 930 | 2 669 | 2 948 | 17 547 | 18 388 | 0 | 0 | 0 | 0 | (842) |
| Croatie | 0,1698 | 55 515 | 25 883 | 31 330 | 112 728 | 94 857 | 0 | 0 | 17 870 | 17 870 | 0 |
| Cuba | 0,0930 | 51 316 | 18 946 | 19 638 | 89 900 | 89 899 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Danemark | 0,9097 | 512 729 | 196 391 | 197 865 | 906 985 | 906 999 | 0 | 0 | 0 | 0 | (14) |
| Djibouti | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 4 281 | 4 114 | 2 022 | 2 104 | 8 240 | 0 |
| Dominique | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 2 189 | 6 206 | 2 022 | 2 104 | 10 332 | 0 |
| Égypte | 0,1806 | 112 817 | 25 083 | 32 049 | 169 949 | 186 196 | 0 | 0 | 0 | 0 | (16 248) |
| Équateur | 0,0593 | 0 | 1 333 | 11 791 | 13 124 | 13 447 | 0 | 0 | 0 | 0 | (323) |
| Espagne | 4,0067 | 3 269 367 | 847 736 | 862 510 | 4 979 613 | 4 979 614 | 0 | 0 | 0 | 0 | (0) |
| Estonie | 0,0539 | 8 899 | 10 673 | 11 224 | 30 796 | 35 563 | 0 | 0 | 0 | 0 | (4 768) |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | 0,0108 | 8 869 | 2 022 | 2 187 | 13 078 | 13 074 | 0 | 0 | 4 | 4 | 0 |
| Fédération de Russie | 3,2857 | 1 706 431 | 427 471 | 568 076 | 2 701 978 | 2 702 024 | 0 | 0 | 0 | 0 | (46) |
| Fidji | 0,0100 | 8 803 | 2 022 | 2 104 | 12 929 | 13 813 | 0 | 0 | 0 | 0 | (884) |
| Finlande | 0,6995 | 688 428 | 151 029 | 152 150 | 991 607 | 991 618 | 0 | 0 | 0 | 0 | (11) |
| France | 7,5377 | 7 950 462 | 1 633 835 | 1 642 900 | 11 227 197 | 11 227 320 | 0 | 0 | 0 | 0 | (123) |
| Gabon | 0,0270 | 13 290 | 3 736 | 4 780 | 21 806 | 9 248 | 4 040 | 3 736 | 4 780 | 12 556 | 0 |

| États parties | Contributions mises en recouvrement | | | | | Contributions non acquittées | | | | | |
|-------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--|--------------------|------------------------------|---|------------------------------|--|------------------------------------|--|
| | Barème des quotes-parts (pourcentage) | Exercices précédents (1996-2010) | Dernier exercice 2011-2012 | Exercice actuel ^a 2013-2014 | Total ^a | Montants perçus | Exercices précédents ^b (1996-2010) | Dernier exercice (2011-2012) | Exercice annuel ^c (2013-2014) | Total contributions non acquittées | Crédits reportés ^c sur 2015 |
| Gambie | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 458 | 7 937 | 2 022 | 2 104 | 12 063 | 0 |
| Géorgie | 0,0100 | 21 298 | 2 022 | 2 104 | 25 424 | 25 424 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Ghana | 0,0189 | 9 290 | 2 022 | 3 038 | 14 350 | 10 774 | 0 | 539 | 3 038 | 3 577 | 0 |
| Grèce | 0,8598 | 628 484 | 184 383 | 186 373 | 999 240 | 999 240 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Grenade | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 7 921 | 474 | 2 022 | 2 104 | 4 600 | 0 |
| Guatemala | 0,0364 | 33 036 | 7 471 | 7 714 | 48 221 | 47 497 | 0 | 0 | 724 | 724 | 0 |
| Guinée | 0,0100 | 8 668 | 2 022 | 2 104 | 12 794 | 94 | 8 574 | 2 022 | 2 104 | 12 700 | 0 |
| Guinée-Bissau | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 94 | 8 301 | 2 022 | 2 104 | 12 427 | 0 |
| Guinée équatoriale | 0,0135 | 7 865 | 2 135 | 2 528 | 12 528 | 11 703 | 0 | 0 | 825 | 825 | 0 |
| Guyana | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 13 723 | 0 | 0 | 0 | 0 | (1 203) |
| Haiti | 0,0100 | 8 530 | 2 022 | 2 104 | 12 656 | 12 656 | 0 | 0 | 0 | 0 | (0) |
| Honduras | 0,0108 | 8 735 | 2 135 | 2 245 | 13 115 | 13 069 | 0 | 0 | 47 | 47 | 0 |
| Hongrie | 0,3585 | 150 986 | 77 649 | 78 107 | 306 742 | 338 273 | 0 | 0 | 0 | 0 | (31 532) |
| Îles Cooks ^d | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 12 689 | 0 | 0 | 0 | 0 | (168) |
| Îles Marshall | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 7 301 | 1 093 | 2 022 | 2 104 | 5 219 | 0 |
| Îles Salomon | 0,0100 | 8 000 | 2 022 | 2 104 | 12 126 | 8 333 | 0 | 1 689 | 2 104 | 3 793 | 0 |
| Inde | 0,8976 | 479 483 | 142 491 | 168 557 | 790 531 | 870 828 | 0 | 0 | 0 | 0 | (80 296) |
| Indonésie | 0,4663 | 209 233 | 63 507 | 82 098 | 354 838 | 354 845 | 0 | 0 | 0 | 0 | (7) |
| Iraq | 0,0916 | 60 188 | 5 336 | 12 419 | 77 943 | 74 342 | 0 | 0 | 3 602 | 3 602 | 0 |
| Irlande | 0,5633 | 413 778 | 132 884 | 128 389 | 675 051 | 724 321 | 0 | 0 | 0 | 0 | (49 270) |
| Islande | 0,0364 | 42 700 | 11 207 | 9 657 | 63 564 | 66 678 | 0 | 0 | 0 | 0 | (3 114) |
| Italie | 5,9946 | 6 438 790 | 1 333 911 | 1 324 536 | 9 097 237 | 9 097 335 | 0 | 0 | 0 | 0 | (98) |
| Jamaïque | 0,0148 | 10 211 | 3 736 | 3 503 | 17 450 | 17 489 | 0 | 0 | 0 | 0 | (40) |
| Japon | 14,5996 | 20 951 839 | 3 343 451 | 3 275 146 | 27 570 436 | 27 570 677 | 0 | 0 | 0 | 0 | (241) |
| Jordanie | 0,0296 | 12 223 | 3 736 | 5 063 | 21 022 | 20 926 | 0 | 0 | 97 | 97 | 0 |
| Kenya | 0,0175 | 10 936 | 3 202 | 3 509 | 17 647 | 19 193 | 0 | 0 | 0 | 0 | (1 546) |
| Kiribati | 0,0100 | 6 043 | 2 022 | 2 104 | 10 169 | 9 586 | 0 | 0 | 583 | 583 | 0 |
| Koweït | 0,3679 | 201 940 | 70 178 | 75 215 | 347 333 | 380 261 | 0 | 0 | 0 | 0 | (32 927) |
| Lesotho | 0,0100 | 3 229 | 2 022 | 2 104 | 7 355 | 0 | 3 229 | 2 022 | 2 104 | 7 355 | 0 |
| Lettonie | 0,0633 | 11 267 | 10 140 | 11 939 | 33 346 | 39 010 | 0 | 0 | 0 | 0 | (5 664) |
| Liban | 0,0566 | 27 722 | 8 806 | 10 536 | 47 064 | 41 112 | 0 | 0 | 5 952 | 5 952 | 0 |
| Libéria | 0,0100 | 1 949 | 2 022 | 2 104 | 6 075 | 1 063 | 886 | 2 022 | 2 104 | 5 012 | 0 |

| États parties | Contributions mises en recouvrement | | | | | Contributions non acquittées | | | | | |
|-------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--|--------------------|------------------------------|---|------------------------------|--|------------------------------------|--|
| | Barème des quotes-parts (pourcentage) | Exercices précédents (1996-2010) | Dernier exercice 2011-2012 | Exercice actuel ^a 2013-2014 | Total ^a | Montants perçus | Exercices précédents ^b (1996-2010) | Dernier exercice (2011-2012) | Exercice annuel ^c (2013-2014) | Total contributions non acquittées | Crédits reportés ^c sur 2015 |
| Lituanie | 0,0984 | 20 290 | 17 344 | 19 373 | 57 007 | 57 007 | 0 | 0 | 0 | 0 | (0) |
| Luxembourg | 0,1092 | 78 108 | 24 015 | 23 977 | 126 100 | 126 102 | 0 | 0 | 0 | 0 | (2) |
| Madagascar | 0,0100 | 6 736 | 2 022 | 2 104 | 10 862 | 10 594 | 0 | 0 | 268 | 268 | 0 |
| Malaisie | 0,3787 | 244 314 | 67 509 | 74 961 | 386 784 | 420 471 | 0 | 0 | 0 | 0 | (33 687) |
| Malawi | 0,0100 | 217 | 2 022 | 2 104 | 4 343 | 0 | 217 | 2 022 | 2 104 | 4 343 | 0 |
| Maldives | 0,0100 | 7 093 | 2 022 | 2 104 | 11 219 | 10 167 | 0 | 0 | 1 052 | 1 052 | 0 |
| Mali | 0,0100 | 8 594 | 2 022 | 2 104 | 12 720 | 8 989 | 0 | 1 627 | 2 104 | 3 731 | 0 |
| Malte | 0,0216 | 18 537 | 4 536 | 4 628 | 27 701 | 29 601 | 0 | 0 | 0 | 0 | (1 900) |
| Maroc | 0,0836 | 18 580 | 15 477 | 16 841 | 50 898 | 50 898 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Maurice | 0,0175 | 13 164 | 2 935 | 3 370 | 19 469 | 21 032 | 0 | 0 | 0 | 0 | (1 563) |
| Mauritanie | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 7 158 | 1 237 | 2 022 | 2 104 | 5 363 | 0 |
| Mexique | 2,4825 | 1 985 230 | 628 665 | 588 178 | 3 202 073 | 3 202 146 | 0 | 0 | 0 | 0 | (75) |
| Micronésie (États fédérés de) | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 10 130 | 0 | 287 | 2 104 | 2 391 | 0 |
| Monaco | 0,0162 | 8 737 | 2 022 | 2 754 | 13 513 | 13 513 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Mongolie | 0,0100 | 8 530 | 2 022 | 2 104 | 12 656 | 11 779 | 0 | 0 | 878 | 878 | 0 |
| Monténégro | 0,0100 | 3 638 | 2 022 | 2 104 | 7 764 | 8 700 | 0 | 0 | 0 | 0 | (936) |
| Mozambique | 0,0100 | 8 197 | 2 022 | 2 104 | 12 323 | 11 392 | 0 | 0 | 932 | 932 | 0 |
| Myanmar | 0,0135 | 11 226 | 2 022 | 2 470 | 15 718 | 16 927 | 0 | 0 | 0 | 0 | (1 209) |
| Namibie | 0,0135 | 9 290 | 2 401 | 2 667 | 14 358 | 15 557 | 0 | 0 | 0 | 0 | (1 199) |
| Nauru | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 479 | 7 916 | 2 022 | 2 104 | 12 042 | 0 |
| Népal | 0,0100 | 7 844 | 2 022 | 2 104 | 11 970 | 10 037 | 0 | 0 | 1 933 | 1 933 | 0 |
| Nicaragua | 0,0100 | 7 363 | 2 022 | 2 104 | 11 489 | 13 157 | 0 | 0 | 0 | 0 | (1 668) |
| Niger | 0,0100 | 0 | 0 | 1 578 | 1 578 | 0 | 0 | 0 | 1 578 | 1 578 | 0 |
| Nigéria | 0,1213 | 64 452 | 20 813 | 23 588 | 108 853 | 108 282 | 0 | 0 | 570 | 570 | 0 |
| Nioué ^d | 0,0100 | 3 638 | 2 022 | 2 104 | 7 764 | 6 709 | 0 | 0 | 1 055 | 1 055 | 0 |
| Norvège | 1,1469 | 853 559 | 232 414 | 241 560 | 1 327 533 | 1 327 551 | 0 | 0 | 0 | 0 | (18) |
| Nouvelle-Zélande | 0,3410 | 295 697 | 72 847 | 73 765 | 442 309 | 472 327 | 0 | 0 | 0 | 0 | (30 018) |
| Oman | 0,1375 | 79 419 | 22 948 | 26 400 | 128 767 | 128 769 | 0 | 0 | 0 | 0 | (3) |
| Ouganda | 0,0100 | 8 803 | 2 022 | 2 104 | 12 929 | 10 953 | 0 | 0 | 1 976 | 1 976 | 0 |
| Pakistan | 0,1146 | 71 645 | 21 881 | 23 434 | 116 960 | 95 210 | 0 | 0 | 21 750 | 21 750 | 0 |

| États parties | Contributions mises en recouvrement | | | | | Contributions non acquittées | | | | | Crédits reportés ^c sur 2015 |
|---|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--|--------------------|------------------------------|---|------------------------------|--|------------------------------------|--|
| | Barème des quotes-parts (pourcentage) | Exercices précédents (1996-2010) | Dernier exercice 2011-2012 | Exercice actuel ^a 2013-2014 | Total ^a | Montants perçus | Exercices précédents ^b (1996-2010) | Dernier exercice (2011-2012) | Exercice annuel ^c (2013-2014) | Total contributions non acquittées | |
| Palaos | 0,0100 | 8 288 | 2 022 | 2 104 | 12 414 | 7 190 | 1 098 | 2 022 | 2 104 | 5 224 | 0 |
| Panama | 0,0350 | 22 801 | 5 870 | 6 740 | 35 411 | 39 723 | 0 | 0 | 0 | 0 | (4 312) |
| Papouasie- Nouvelle-Guinée | 0,0100 | 9 017 | 2 022 | 2 104 | 13 143 | 12 648 | 0 | 0 | 495 | 495 | 0 |
| Paraguay | 0,0135 | 14 839 | 2 022 | 2 470 | 19 331 | 1 892 | 12 947 | 2 022 | 2 470 | 17 439 | 0 |
| Pays-Bas | 2,2291 | 2 174 127 | 494 980 | 491 992 | 3 161 099 | 3 161 136 | 0 | 0 | 0 | 0 | (37) |
| Philippines | 0,2075 | 107 724 | 24 015 | 34 330 | 166 069 | 166 062 | 0 | 0 | 6 | 6 | 0 |
| Pologne | 1,2412 | 449 744 | 220 940 | 245 521 | 916 205 | 1 026 626 | 0 | 0 | 0 | 0 | (110 421) |
| Portugal | 0,6388 | 560 363 | 136 353 | 138 136 | 834 852 | 834 860 | 0 | 0 | 0 | 0 | (9) |
| Qatar | 0,2817 | 55 743 | 36 023 | 48 375 | 140 141 | 110 517 | 0 | 0 | 29 624 | 29 624 | 0 |
| République de Corée | 2,6873 | 2 081 343 | 603 049 | 596 413 | 3 280 805 | 3 280 852 | 0 | 0 | 0 | 0 | (45) |
| République démocratique du Congo | 0,0100 | 9 354 | 2 022 | 2 104 | 13 480 | 94 | 9 260 | 2 022 | 2 104 | 13 386 | 0 |
| République de Moldova | 0,0100 | 3 442 | 2 022 | 2 104 | 7 568 | 8 452 | 0 | 0 | 0 | 0 | (884) |
| République démocratique populaire lao | 0,0100 | 7 623 | 2 022 | 2 104 | 11 749 | 11 749 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| République dominicaine | 0,0606 | 4 092 | 11 207 | 12 210 | 27 509 | 1 364 | 2 728 | 11 207 | 12 210 | 26 145 | 0 |
| République tchèque | 0,5202 | 252 896 | 93 126 | 103 174 | 449 196 | 495 460 | 0 | 0 | 0 | 0 | (46 265) |
| République-Unie de Tanzanie | 0,0121 | 8 735 | 2 135 | 2 386 | 13 256 | 13 256 | 0 | 0 | 0 | 0 | (0) |
| Roumanie | 0,3046 | 84 017 | 47 230 | 56 615 | 187 862 | 215 140 | 0 | 0 | 0 | 0 | (27 277) |
| Royaume-Uni de Grande- Bretagne et d'Irlande du Nord | 6,9797 | 7 119 137 | 1 762 182 | 1 650 931 | 10 532 250 | 10 532 250 | 0 | 0 | 0 | 0 | (0) |
| Sainte-Lucie | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 12 503 | 0 | 0 | 18 | 18 | 0 |
| Saint-Kitts-et-Nevis | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 11 705 | 0 | 0 | 817 | 817 | 0 |
| Saint-Vincent-et-les Grenadines | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 9 865 | 0 | 553 | 2 104 | 2 657 | 0 |

| États parties | Contributions mises en recouvrement | | | | | Contributions non acquittées | | | | | |
|-------------------------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--|--------------------|------------------------------|---|------------------------------|--|------------------------------------|--|
| | Barème des quotes-parts (pourcentage) | Exercices précédents (1996-2010) | Dernier exercice 2011-2012 | Exercice actuel ^a 2013-2014 | Total ^a | Montants perçus | Exercices précédents ^b (1996-2010) | Dernier exercice (2011-2012) | Exercice annuel ^c (2013-2014) | Total contributions non acquittées | Crédits reportés ^c sur 2015 |
| Samoa | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 13 143 | 0 | 0 | 0 | 0 | (622) |
| Sao Tomé-et-Principe | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 94 | 8 301 | 2 022 | 2 104 | 12 427 | 0 |
| Sénégal | 0,0100 | 9 077 | 2 022 | 2 104 | 13 203 | 13 203 | 0 | 0 | 0 | 0 | (0) |
| Serbie | 0,0539 | 35 878 | 9 873 | 10 807 | 56 558 | 56 560 | 0 | 0 | 0 | 0 | (2) |
| Seychelles | 0,0100 | 8 530 | 2 022 | 2 104 | 12 656 | 12 656 | 0 | 0 | 0 | 0 | (0) |
| Sierra Leone | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 548 | 7 847 | 2 022 | 2 104 | 11 973 | 0 |
| Singapour | 0,5175 | 393 921 | 89 390 | 100 948 | 584 259 | 630 370 | 0 | 0 | 0 | 0 | (46 110) |
| Slovaquie | 0,2305 | 65 658 | 37 890 | 43 957 | 147 505 | 168 088 | 0 | 0 | 0 | 0 | (20 583) |
| Slovénie | 0,1348 | 100 562 | 27 484 | 28 476 | 156 522 | 156 523 | 0 | 0 | 0 | 0 | (0) |
| Somalie | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 94 | 8 301 | 2 022 | 2 104 | 12 427 | 0 |
| Soudan | 0,0135 | 10 561 | 2 669 | 2 806 | 16 036 | 1 060 | 9 501 | 2 669 | 2 806 | 14 976 | 0 |
| Sri Lanka | 0,0337 | 18 895 | 5 070 | 6 183 | 30 148 | 21 856 | 0 | 2 109 | 6 183 | 8 292 | 0 |
| Suède | 1,2938 | 1 330 392 | 283 913 | 283 801 | 1 898 106 | 1 898 257 | 0 | 0 | 0 | 0 | (151) |
| Suisse | 1,4110 | 241 921 | 301 524 | 305 298 | 848 743 | 848 743 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Suriname | 0,0100 | 7 922 | 2 022 | 2 104 | 12 048 | 8 320 | 0 | 1 624 | 2 104 | 3 728 | 0 |
| Swaziland | 0,0100 | 0 | 253 | 2 104 | 2 357 | 0 | 0 | 253 | 2 104 | 2 357 | 0 |
| Tchad | 0,0100 | 1 302 | 2 022 | 2 104 | 5 428 | 5 782 | 0 | 0 | 0 | 0 | (354) |
| Thaïlande | 0,3221 | 0 | 48 780 | 62 898 | 111 678 | 140 554 | 0 | 0 | 0 | 0 | (28 876) |
| Timor-Leste | 0,0100 | 0 | 0 | 2 104 | 2 104 | 1 052 | 0 | 0 | 1 052 | 1 052 | 0 |
| Togo | 0,0100 | 8 462 | 2 022 | 2 104 | 12 588 | 5 873 | 2 590 | 2 022 | 2 104 | 6 716 | 0 |
| Tonga | 0,0100 | 8 395 | 2 022 | 2 104 | 12 521 | 12 485 | 0 | 0 | 36 | 36 | 0 |
| Trinité-et-Tobago | 0,0593 | 27 268 | 11 741 | 12 346 | 51 355 | 56 803 | 0 | 0 | 0 | 0 | (5 448) |
| Tunisie | 0,0485 | 38 308 | 8 005 | 9 269 | 55 582 | 55 582 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Tuvalu | 0,0100 | 6 043 | 2 022 | 2 104 | 10 169 | 7 449 | 0 | 616 | 2 104 | 2 720 | 0 |
| Ukraine | 0,1334 | 80 255 | 23 214 | 26 114 | 129 583 | 115 553 | 0 | 0 | 14 030 | 14 030 | 0 |
| Union européenne ^e | s.o. | 807 544 | 184 000 | 192 000 | 1 183 544 | 1 183 544 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Uruguay | 0,0701 | 58 948 | 7 205 | 11 122 | 77 275 | 77 271 | 0 | 0 | 4 | 4 | 0 |
| Vanuatu | 0,0100 | 7 536 | 2 022 | 2 104 | 11 662 | 11 208 | 0 | 0 | 454 | 454 | 0 |
| Viet Nam | 0,0566 | 21 385 | 8 806 | 10 536 | 40 727 | 45 796 | 0 | 0 | 0 | 0 | (5 069) |
| Yémen | 0,0135 | 10 187 | 2 669 | 2 806 | 15 662 | 10 946 | 0 | 1 909 | 2 806 | 4 715 | 0 |

| États parties | Contributions mises en recouvrement | | | | | Contributions non acquittées | | | | | Crédits reportés sur 2015 |
|---------------|---------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--|--------------------|------------------------------|---|------------------------------|--|------------------------------------|---------------------------|
| | Barème des quotes-parts (pourcentage) | Exercices précédents (1996-2010) | Dernier exercice 2011-2012 | Exercice actuel ^a 2013-2014 | Total ^a | Montants perçus | Exercices précédents ^b (1996-2010) | Dernier exercice (2011-2012) | Exercice annuel ^c (2013-2014) | Total contributions non acquittées | |
| Zambie | 0,0100 | 8 594 | 2 022 | 2 104 | 12 720 | 94 | 8 500 | 2 022 | 2 104 | 12 626 | 0 |
| Zimbabwe | 0,0100 | 10 199 | 2 022 | 2 104 | 14 325 | 2 632 | 7 567 | 2 022 | 2 104 | 11 693 | 0 |
| Total | 100,00 | 89 518 018 | 20 398 600 | 21 239 120 | 131 155 73 | 131 185 41 | 149 370 | 455 145 | 874 534 | 1 479 049 | (1 508 736) |

Abréviations : s.o. : sans objet.

Note : Dix États parties n'ont versé aucune contribution au budget du Tribunal.

^a Total arrondi.

^b Quatorze États parties ne se sont pas acquittés intégralement de leurs contributions pour les exercices allant de 1996 à 2004. Ils doivent un montant total de 47 700 euros.

^c Les chiffres entre parenthèses correspondent à des montants créditeurs reportés sur l'année 2015 (1 508 736 euros).

^d Non-membre de l'ONU (quote-part calculée sur la base du taux plancher).

^e Contributions arrêtées conformément au Règlement intérieur du Tribunal. Pour l'exercice 2013-2014, voir SPLOS/250.

Appendice V

Rapports sur la gestion des dotations accordées au Tribunal international du droit de la mer

(En euros)

A. Fonds de la Nippon Foundation (Nippon Foundation Grant) au cours de l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014

| | <i>2013-2014</i> |
|--|------------------|
| Recettes | |
| Dotations de la Nippon Foundation | 460 000 |
| Intérêts créditeurs | 0 |
| Gains et pertes de change | (30) |
| Recettes accessoires | 0 |
| Recettes nettes | 459 970 |
| Dépenses | |
| Participants (indemnité de subsistance, voyage et assurance) | 270 770 |
| Conférenciers (indemnité de subsistance et voyage) | 99 892 |
| Dépenses administratives générales | 57 882 |
| Taxes non récupérables | 510 |
| Engagements | 0 |
| Dépenses totales | 429 054 |
| Excédent des recettes sur les dépenses | 30 916 |
| Actif | |
| Encaisse et dépôts à terme | 263 358 |
| Comptes débiteurs | 3 866 |
| Total de l'actif | 267 224 |
| Passif | |
| Comptes créditeurs | 0 |
| Actif net | 267 224 |
| Réserves | |
| Réserves de l'exercice précédent | 236 308 |
| Excédent des recettes sur les dépenses | 30 916 |
| Total des réserves | 267 224 |

**B. Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer
pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013
au 31 décembre 2014**

| | <i>2013-2014</i> |
|---|------------------|
| Recettes | |
| Contributions | 50 000 |
| Intérêts créditeurs | 0 |
| Gains de change | (354) |
| Total | 49 646 |
| Dépenses | |
| Programmes de stage | 23 695 |
| Ateliers | 17 212 |
| Frais bancaires | 543 |
| Dépenses totales | 41 449 |
| Excédent des recettes sur les dépenses | 8 197 |
| Actif | |
| Encaisse et dépôts à terme | 54 299 |
| Comptes débiteurs | (6 111) |
| Total de l'actif | 48 189 |
| Réserves | |
| Réserves de l'exercice précédent | 39 992 |
| Excédent des recettes sur les dépenses | 8 197 |
| Total des réserves | 48 189 |

C. Fonds d'affectation spéciale de l'Institut chinois des études internationales pour l'exercice biennal allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014

| | <i>2013-2014</i> |
|--|------------------|
| Recettes | |
| Contributions | 0 |
| Intérêts créditeurs | 0 |
| Recettes nettes | 0 |
| Dépenses | |
| Programme de stage | 36 733 |
| Académie d'été de la Fondation internationale du droit de la mer | 26 000 |
| Frais bancaires | 378 |
| Taxes non récupérables | 16 |
| Dépenses totales | 63 127 |
| Excédent des recettes sur les dépenses | (63 127) |
| Actif | |
| Encaisse et dépôts à terme | 9 690 |
| Comptes débiteurs | 6 189 |
| Total de l'actif | 15 878 |
| Passif | |
| Comptes créditeurs | 0 |
| Actif net | 15 878 |
| Réserves | |
| Réserves de l'exercice précédent | 79 005 |
| Excédent des recettes sur les dépenses | (63 127) |
| Total des réserves | 15 878 |

Appendice VI

Tribunal international du droit de la mer, Hambourg

Procédures de vérification des comptes et résultats de la vérification élargie portant sur l'exercice allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014

Dans le cadre de notre mission, nous avons vérifié les aspects suivants des procédures du Tribunal, en sus de notre vérification des états financiers pour l'exercice allant du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2014 :

a) Les dépenses engagées durant l'exercice sont-elles conformes aux crédits approuvés par la Réunion des États parties?

b) Les dépenses engagées pendant l'exercice ont-elles été dûment autorisées par la partie désignée à cet effet dans le Règlement du Tribunal ou dans son Règlement financier?

c) Les fonctionnaires et les personnes rémunérées par le Tribunal ont-ils été recrutés ou engagés selon les procédures fixées dans le Règlement du Tribunal et le Statut et le Règlement du personnel du Tribunal?

d) Les biens et services ont-ils été acquis conformément aux procédures fixées dans le Règlement financier et les Règles de gestion financière du Tribunal?

e) Les biens et services acquis étaient-ils conformes au budget approuvé, dûment enregistrés et non excessifs eu égard à la situation et aux fonctions du Tribunal?

f) Les dotations accordées au Tribunal par la Nippon Foundation, par le Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer ainsi que par l'Institut chinois des études internationales (CIIS), qui ont été déposées dans des fonds spéciaux à comptabilité distincte, sont-elles gérées conformément aux mémorandums d'accord et aux mandats pertinents?

Dans le cadre de notre vérification des états financiers, nous nous sommes en outre acquittés des tâches suivantes :

1. Approbation des dépenses

Conformément aux instructions reçues, nous avons vérifié que les dépenses engagées pendant l'exercice 2013-2014 étaient conformes aux crédits approuvés par la Réunion des États parties dans tous leurs aspects significatifs.

Le budget approuvé pour l'exercice 2013-2014 étant fixé à 21 239 120 euros, un total de 19 241 443 euros a été dépensé sur les montants approuvés et inscrits aux divers postes budgétaires, ce qui représente une économie de 1 997 677 euros (appendice II). Bien que les crédits ouverts au budget n'aient pas été intégralement dépensés, des dépassements de dépenses ont été enregistrés au titre de certaines rubriques budgétaires. Le Tribunal a pu financer ce dépassement de crédits en utilisant les économies réalisées au titre d'autres rubriques du même chapitre, conformément à la règle de gestion financière 104.3.

2. Autorisation des dépenses

Nous avons vérifié les procédures relatives à l'autorisation des dépenses qui sont définies dans le Règlement financier et les Règles de gestion financière du Tribunal et évalué, en procédant par sondage, la mesure dans laquelle ces procédures ont été, dans tous leurs aspects significatifs, strictement appliquées par le Tribunal.

À la suite de cette vérification, nous avons constaté que les procédures en matière d'autorisation des dépenses pour l'exercice 2013-2014 avaient, dans tous leurs aspects significatifs, été mises en œuvre conformément au Règlement du Tribunal et au Règlement financier et aux Règles de gestion financière du Tribunal.

3. Procédures relatives au recrutement/à l'engagement de personnel

Au cours de la période 2013-2014, le Tribunal a recruté un nouveau fonctionnaire. Nous avons vérifié que les procédures de recrutement et d'engagement de ce nouveau fonctionnaire correspondaient bien, dans tous leurs aspects significatifs, au Règlement du Tribunal et au Statut et au Règlement du personnel du Tribunal.

Nos vérifications ont fait apparaître que le Tribunal avait procédé au recrutement et à l'engagement de personnel, dans tous leurs aspects significatifs, dans le respect des procédures fixées par le Règlement du Tribunal et par le Statut et le Règlement du personnel du Tribunal.

4. Procédures relatives à l'achat de biens et de services

Nous avons vérifié que les procédures de passation de commandes du Tribunal étaient conformes au Règlement financier et aux Règles de gestion financière du Tribunal (pour ce qui concerne par exemple les appels d'offres ou de soumissions, l'étude objective des soumissions, les contrats écrits, etc.) et nous avons établi, en procédant par sondage, que lesdites procédures ont été respectées par le Tribunal, dans tous leurs aspects significatifs.

Nos vérifications ont fait apparaître que les procédures relatives à l'achat de biens et services avaient été appliquées, dans tous leurs aspects significatifs, dans le respect du Règlement financier et aux Règles de gestion financière du Tribunal.

5. Vérification portant sur la question de savoir si les biens et services acquis sont conformes au budget approuvé, s'ils ont été dûment enregistrés et ne dépassaient pas les besoins au regard de la situation et des fonctions du Tribunal

Nous avons vérifié : a) que les dépenses signalées pour l'exercice financier ont été, dans tous leurs aspects significatifs, correctement inscrites dans l'état des recettes, des dépenses et des variations des réserves et du solde des fonds et ont été imputées sur le poste budgétaire approprié; b) que les biens et services acquis étaient, dans tous leurs aspects significatifs, conformes au budget approuvé.

Nos vérifications ont fait apparaître que les dépenses signalées pour l'exercice financier ont été, dans tous leurs aspects significatifs, correctement inscrites dans l'état des recettes, des dépenses et des variations des réserves et du solde des fonds et ont été imputées sur le poste budgétaire approprié. Les dépassements de crédits

constatés pour l'exercice considéré ont pu être raisonnablement expliqués et ont été compensés par des économies réalisées sur d'autres postes.

6. Vérification concernant le Fonds de la Nippon Foundation, le Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer et le Fonds d'affectation spéciale de l'Institut chinois des études internationales

Nous avons vérifié si le Fonds de la Nippon Foundation, le Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer et le Fonds d'affectation spéciale de l'Institut chinois des études internationales, qui font l'objet de comptes distincts, avaient été gérés, pour tous les aspects significatifs, conformément aux accords pertinents respectifs.

Fonds de la Nippon Foundation

En vertu des accords, la Nippon Foundation a versé des contributions d'un montant s'élevant au total à 460 000 euros au cours de la période 2013-2014 pour le Programme de renforcement des capacités et de formation du Tribunal en matière de règlement des différends relevant de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Cette dotation a pour objet de couvrir les frais de participation au programme de stagiaires originaires de pays en développement. Le Fonds de la Nippon Foundation a été placé sur un compte bancaire spécial.

Au cours de l'exercice 2013-2014, 429 054 euros ont été prélevés sur ce fonds pour financer les activités du programme. Durant cette période, des participants originaires de plusieurs pays en développement ont participé au programme.

Au 31 décembre 2014, le compte bancaire spécial du Fonds de la Nippon Foundation faisait apparaître un solde de 263 358 euros.

Nous renvoyons aussi au rapport d'exécution du budget du Fonds de la Nippon Foundation, qui figure à l'appendice V.

Fonds d'affectation spéciale pour le droit de la mer

Des contributions d'un montant total de 50 000 euros ont été versées à ce fonds, comme indiqué dans le rapport financier qui figure dans l'appendice I. Un compte bancaire spécial a été établi pour ce fonds.

Au cours de l'exercice 2013-2014, un montant de 41 449 euros a été prélevé pour financer le programme de stage du Tribunal.

Au 31 décembre 2014, le compte bancaire spécial faisait apparaître un solde de 54 299 euros.

Nous renvoyons aussi au rapport d'exécution du Fonds d'affectation spéciale, qui figure à l'appendice V.

Fonds d'affectation spéciale de l'Institut chinois des études internationales

Conformément au mémorandum d'accord conclu le 3 mai 2012 entre l'Institut chinois des études internationales et le Tribunal, l'Institut a effectué un versement unique de 100 000 euros à titre d'assistance financière pour subventionner la

poursuite du programme de stage du Tribunal et de l'Académie d'été sur le droit de la mer et le droit maritime ainsi que pour mettre en œuvre d'autres programmes.

Au cours de l'exercice 2013-2014, un montant de 63 127 euros a été prélevé sur le Fonds pour apporter une assistance financière à l'Académie d'été 2013-2014 de la Fondation internationale du droit de la mer.

La contribution de l'Institut chinois des études internationales a été déposée sur un compte bancaire spécial, qui faisait apparaître au 31 décembre 2014 un solde de 9 690 euros.

Nous renvoyons aussi au rapport d'exécution du Fonds de l'Institut chinois des études internationales, qui figure à l'appendice V.

Appendice VII

Conditions générales de mission des Wirtschaftsprüfer et Wirtschaftsprüfungsgesellschaften (experts-comptables et cabinets d'experts-comptables allemands), y compris les conditions particulières

(Pour le texte de l'appendice VII, voir SPLOS/192, annexe, appendice VI.)
